

Grèce : 3 hommes politiques impliqués dans le détournement de fonds publics

Il y en a certains qui ne connaissent pas la crise. Voilà une nouvelle qui pourrait bien avoir l'effet d'une véritable bombe en Grèce.

Alors que la classe politique, déjà mal vue par l'opinion hellénique, continue de réclamer des efforts à la population, le média grec, Real News, vient de révéler ce qui pourrait être le scandale de trop dans un pays ravagé par la crise. Trois personnalités politiques de haut rang auraient blanchi 10,2 milliards d'euros à travers une société immobilière. La société, dont l'objet officiel était d'acheter et de revendre des biens immobiliers de luxe aurait servi à blanchir de l'argent issu de subventions de l'État. Les trois hommes politiques concernées seraient l'actuel Président du parlement, Evangelos Meimarakis et deux anciens ministres du gouvernement 2004 de Karamanlis, Michalis Liapis, ancien ministre des transports et des communications et George Voulgarakis, ancien ministre de l'ordre public. Tous trois appartiennent au parti majoritaire de l'actuel Premier ministre, Antonis Samaras, Nouvelle démocratie. La société en question, qui appartient à un avocat d'Athènes, Ioannis Karouzos, leur complice dans l'affaire, aurait eu une activité jugée modeste jusqu'en 2004. Pourtant, dès 2005, Ioannis Karouzos aurait montré des signes extérieurs de richesse inexplicables. "Les trois ministres ont pris part dans l'investissement de biens immobiliers, (...) la femme de Karouzos, a eu la tâche de faire sortir l'argent de la Grèce dans les paradis fiscaux via une banque étrangère et des sociétés offshore" aurait expliqué Joseph Livanos, agent immobilier et ancien collaborateur de Ioannis Karouzos, et auteur d'une plainte déposée en octobre 2010 à Real News. Si les faits se révélaient exacts, cette affaire pourrait tout à fait précipiter le gouvernement actuel dans le mur, déjà fragilisé dans l'opinion par la mise en place des dernières mesures d'austérité réclamées par la troïka (Union européenne, Banque Centrale Européenne et Fonds Monétaire International). Lire également la tribune de Bertrand de Kermel sur la déontologie politique.